

## Politique, économie et droit de l'homme à la Une au Burundi

APA, 17-12-2014 Bujumbura (Burundi) - La controverse autour de l'engagement des électeurs, le cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté (CSLP II) ainsi que l'expert aux droits de l'homme des Nations Unies qui considère que le gouvernement a prouvé certaines conclusions des consultations nationales de 2009 pour la mise en place du Comité National de Conciliation, sont les sujets à la une au Burundi ce mercredi.

Selon la Radio Indépendante RPA, 18 partis politiques de l'opposition ont tenu une conférence de presse mardi pour demander qu'il y ait un mécanisme mixte comprenant le gouvernement, les partis politiques, l'ONU, l'Union africaine, les bailleurs de fonds, pour débattre d'un nouveau processus d'engagement car, "l'autre attaché de plusieurs irrégularités". Si leur voix n'est pas entendue, a fait remarquer Dr Jean Minani du parti FRODEBU-Nyakuri, ces partis politiques disent qu'ils seront obligés "de forcer les membres de la CENI de démissionner". Les partis politiques qui étaient présents à cette conférence de presse sont le FNL d'Agathon Rwasa, FRODEBU Nyakuri, FRODEBU, UPRONA de Charles Nditije, PARIBU, UPD Zigamibanga de Chauvineau Mugwengezo, MSD, Vert Intwari, Abahuza, NADEBU, RADES, PASIDE, ADR, CNDD, SONOVIE, FEDES Sangira et PARENA. En réaction, selon la presse gouvernementale, le parti CNDD-FDD félicite plutôt la CENI pour avoir abattu un travail énorme et résisté face à certains opposants « qui ont peur d'affronter les élections et qui n'ont cessé de demander que l'opération d'engagement soit suspendue. » Selon la RPA, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) reconnaît "qu'il y a eu des irrégularités dans le processus d'engagement mais que ces erreurs pourront être corrigées progressivement." "À une année de la fin du Programme, le CSLP II (Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté), un document de politique économique et social, le gouvernement du Burundi n'a pas encore bénéficié de 52 pourcent de l'ensemble des fonds promis par les bailleurs pour financer ce vaste programme" d'après la RPA qui cite les conclusions du Comité National de Coordination des Aides (CNCA), dans son tout récent rapport publié en marge de la tenue de la table ronde des bailleurs dont l'objectif était d'évaluer l'état de blocage des financements promis pour ce programme. "Ce rapport conclut également au déficit de capacités et de leadership de l'administration pour pouvoir présenter aux bailleurs de fonds des projets ainsi que le manque de mise en œuvre de certains engagements par le gouvernement, notamment dans le domaine de la gouvernance politique et économique" d'après la RPA. Le quotidien gouvernemental Le Renouveau du Burundi et la presse privée ont critiqué sur la visite au Burundi de l'expert des droits de l'homme des Nations Unies, Pablo De Greiff, qui a fait remarquer que "le gouvernement du Burundi n'a pas tenu en considération certaines conclusions des consultations nationales de 2009 sur la mise en place de la CVR". Il pense notamment que les autorités ont ignoré "des points importants dans la sélection des commissaires, la participation de la société civile dans ces CVR et des ressortissants étrangers à certains niveaux de la commission. Toutefois Pablo De Greiff a dit espérer que les décisions ultérieures de la commission essaieront de gagner la confiance en intégrant l'expertise des organisations de la société civile. "L'expert des Nations-Unies espère également que la CVR va travailler en toute indépendance sans considération de l'identité ethnique et l'affiliation politique du plaignant." M. De Greiff a par ailleurs fait savoir qu'une certaine opinion pense que la CVR va aboutir au pardon collectif, "ce qui ne peut pas être envisagé de telle manière", a-t-il dit. Pablo De Greiff présentera son rapport complet à Genève l'année prochaine.